

Voeu du Groupe des Elus Communistes, Républicains et Citoyens, du Groupe Génération.s, Socialisme et Ecologie, et du Groupe Socialiste pour une politique municipale qui réponde aux attentes des Toulousaines et des Toulousains.

Affaires Juridiques et Assemblées - Administration du Conseil Municipal

Madame, Monsieur,

Les mouvements populaires que connaît notre pays depuis plusieurs semaines sont l'expression d'une crise aux multiples facettes. Les revendications qui, au départ, portaient sur le pouvoir d'achat se sont étendues à d'autres domaines comme une traînée de poudre ; preuve qu'un mal être important couvait chez beaucoup de nos concitoyens. Notre système social, fiscal, démocratique, est remis en cause par toute une frange de la population qui s'en sent exclue.

Il est capital et urgent d'entendre ces alertes et de travailler ensemble pour jeter les bases d'une refondation sociale, fiscale, écologique et démocratique de notre République.

Ces questions fondamentales présentes sur tout le territoire national trouvent une forte résonance avec les revendications locales. C'est pourquoi ici, à Toulouse, place forte de la contestation, nous pouvons agir pour réorienter nos choix politiques sans attendre les conclusions du Grand Débat dont on sait qu'elles sont pour une part déjà actées par le Président de la République.

- Pour plus de pouvoir d'achat nous demandons une baisse des tarifs correspondant aux services publics municipaux (cantine, CLAE, piscine, transports, **programmation culturelle...**), le **rétablissement de la gratuité de la cantine pour les plus démunis** ainsi qu'une baisse significative de la fiscalité locale dont l'importante augmentation depuis 2014 n'était pas justifiée. En effet, 250 millions d'euros ont été payés en trop par nos concitoyens. **Cette somme pourrait être redéployée sur la ville ainsi que dans les services municipaux. S'agissant des transports, nous demandons de proposer à Tisséo d'instaurer une tarification sociale dans les transports. L'augmentation des prix pour l'ensemble des catégories d'usagers, que ce soient les seniors, les demandeurs d'emploi, les jeunes ou les actifs n'incite pas à l'utilisation des transports collectifs et ponctionne le budget des toulousains. Ainsi l'instauration d'une tarification sociale et solidaire avec la création de multiples tranches définissant le prix du service public en fonction des revenus de l'utilisateur serait vecteur de solidarité et permettrait aux plus démunis de diminuer de poste de dépense.**

- Pour plus de services publics et de qualité nous demandons une augmentation des amplitudes horaires des établissements communaux accueillants du public ainsi que la mise à disposition de moyens humains et financiers dignes de ce nom. Les départs à la retraite des fonctionnaires doivent être compensés surtout dans le domaine de la petite enfance et de l'éducation.

- Pour plus d'écologie nous demandons l'arrêt de la politique du tout voiture en ville dont on sait que c'est le 1^{er} responsable des maladies respiratoires. Toulouse se doit d'avoir une politique énergétique plus ambitieuse sans être pénalisante pour les plus démunies. Ainsi la prise en charge, par la ville de Toulouse, de l'isolation thermique des logements anciens serait un signal fort en la matière. Il est urgent et nécessaire de réviser le PLUIH afin d'avoir une politique ambitieuse de logements sociaux en accessibilité pour accueillir sur Toulouse les familles des classes moyennes.

- Pour plus de démocratie, nous demandons de vraies concertations citoyennes sur les petits et grands projets qui impactent le quotidien des toulousain.e.s et non pas de simples opérations de communication municipale. Il est temps de lancer par exemple un véritable budget participatif géré de A à Z par les toulousain.e.s.